

# LECO

## de la semaine

26 Avril au 02 Mai 2025



# SOMMAIRE

Coopération régionale - Cap sur un tourisme solidaire entre les Îles Vanille .....	2
Comité mondial des femmes chefs d'entreprises : Une vingtaine de pays participants attendus .....	2
Transport aérien : introduction de nouvelles solutions en vue .....	3
Transformation agricole et souveraineté alimentaire : le secteur privé au cœur de la dynamique régionale.....	3
Exportation – Environ 180 000 emplois dans le textile et la vanille menacés avec le nouveau régime douanier américain.....	4
Cours mondiaux - Le prix de l'or enregistre une hausse constante .....	4
Électrification rurale : Développement des mini-réseaux par la JIRAMA et WeLight .....	5
Taxation américaine : Vers une révision à la baisse du taux de croissance économique 2025 .....	5
Industries : Tiana Rasamimanana reconduit à la tête du SIM .....	6
Tourisme – Compétences renforcées en formation pour 63 formateurs de Diana, Menabe et Boeny en trois mois.....	6
Administration - Le FMI aide la Douane à intégrer l'intelligence artificielle .....	7
Antsiranana II - Les marchés ruraux, moteurs silencieux du développement.....	7
MID : L'euro à 5 040 ariary .....	8
Toliara : La plage de la Batterie restera un lieu touristique .....	8
Consommation : la baisse des prix du riz local continue.....	9
Pôle de l'entrepreneuriat : Tantsoroka ho an'ny mpandraharaha.....	9
Opportunités - Huit cents emplois à pourvoir à l'île Maurice .....	10
Marché touristique - Dubaï en ligne de mire.....	10
Arabian Travel Market : Madagascar en pleine opération de séduction .....	11
Comité mondial des FCEM : Madagascar au cœur du leadership féminin mondial.....	11
Innovation entrepreneuriale - Les dirigeants face aux défis du numérique .....	12
Opportunité - Google relance son soutien aux start-ups africaines .....	13
French African Foundation : Trois talents malgaches dans le cercle restreint des Young Leaders .....	13
Énergie de cuisson propre : des défis multiples freinent les opérateurs .....	14
Emirates – MTA : partenariat prometteur pour accentuer le tourisme local.....	15

# Coopération régionale - Cap sur un tourisme solidaire entre les Îles Vanille

IRINA TSIMIJALY | 26 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Promouvoir un tourisme solidaire, durable et intégré à l'échelle de l'océan Indien : telles sont les ambitions affirmées par les pays membres des Îles Vanille. C'est l'un des messages forts qui a émergé du 5<sup>e</sup> Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien (COI), tenu le 24 avril au Centre de Conférences Internationales d'Ivato.

Face à des défis communs - crise climatique, vulnérabilité économique, dépendance au tourisme international - les cinq États de la région entendent mutualiser leurs forces pour transformer le secteur touristique en moteur de résilience et de coopération.

Madagascar, les Comores, Maurice, les Seychelles et La Réunion veulent désormais passer d'une logique de concurrence à une stratégie collective, en misant sur des circuits multi-destinations, des packages régionaux et une promotion conjointe sur les marchés internationaux. Les pistes évoquées lors de cette rencontre marquent un changement de cap significatif.

Le président malgache Andry Rajoelina a d'ailleurs insisté sur la nécessité de renforcer les échanges entre les îles, non seulement à travers le tourisme, mais aussi via la libre circulation des personnes et des biens. « Nos économies sont interdépendantes, notre avenir aussi. Le tourisme est un pilier commun qu'il faut solidifier ensemble », a-t-il déclaré.

Le sommet a également mis en lumière l'essor du tourisme MICE (Meetings, Incentives, Conferences, Exhibitions), avec Madagascar en fer de lance. Sur le terrain, la mobilisation des professionnels du tourisme malgache - hôteliers, artisans, restaurateurs - a été saluée par le ministère du Tourisme, qui y voit une démonstration claire de la capacité du pays à accueillir des projets ambitieux. De son côté, l'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM) a profité de l'événement pour valoriser les richesses naturelles et culturelles de l'île, consolidant ainsi son image de destination stratégique.

## Comité mondial des femmes chefs d'entreprises : Une vingtaine de pays participants attendus

R. EDMOND | 26 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

**A**J-2 de l'évènement, tout est prêt pour le Comité mondial des femmes chefs d'entreprises qui se tiendra du 28 au 30 avril au Novotel.

Une vingtaine de pays participants sont attendus à ce rendez-vous international de l'entrepreneuriat au féminin organisé par le Groupement des Femmes Entrepreneurs de Madagascar (GFEM).

Sud ». « Ce thème illustre la volonté de bâtir des ponts entre réseaux locaux et internationaux et de faire émerger des solutions concrètes pour l'avenir », a déclaré Fanja Razakaboana, présidente du GFEM, lors d'une conférence de presse tenue hier au Novotel.



### Leadership au féminin

Parmi ces pays attendus, on peut citer, entre autres la France, l'Allemagne, l'Italie, la Turquie, la Belgique, le Luxembourg, l'Argentine, le Royaume Uni, la Principauté de Monaco, l'Égypte, la Guinée Equatoriale, et bien évidemment Madagascar. Les représentants des femmes entrepreneurs de ces pays auront ainsi l'occasion d'échanger et de débattre sur l'enjeu du leadership au féminin sur fond d'entrepreneuriat tourné vers l'avenir. Le thème choisi par le comité d'organisation qui est considéré comme une grande première est le suivant : « Vers une économie résiliente et inclusive : le leadership des femmes chefs d'entreprises à la Croisée du Nord et du

### Coopération Nord-Sud

Au menu de ces trois journées figurent notamment des tables rondes sur le leadership féminin, la résilience économique et l'influence collective. Il y aura également des ateliers pratiques autour de la coopération Nord-Sud, de la digitalisation, de l'inclusion financière et des nouveaux marchés. Par ailleurs, dans un objectif de favoriser les échanges et la création d'opportunités, des déjeuners et dîners networking sont prévus. Sans compter les soirées culturelles et galas d'exception où traditions locales et élégance internationale vont se rencontrer. Pour le GFEM, l'enjeu ne s'arrête pas à ces trois jours de manifestation. Il s'agit en effet de « semer les graines d'un écosystème pérenne, capable d'accueillir les investissements responsables, de former de nouveaux talents, et de porter haut la voix des femmes chefs d'entreprises malgaches sur la scène mondiale ». Sponsor premium de l'événement, Yas démontre la contribution au développement de l'entrepreneuriat féminin.



## Transport aérien : introduction de nouvelles solutions en vue

JEAN RIANA | 26 AVRIL | LES NOUVELLES

Un accord de coopération a été signé, hier à Anosy, entre le ministère des Transports et de la météorologie (MTM) et la société franco-canadienne Flying Whales Services, visant à apporter des nouvelles solutions pour le transport aérien à Madagascar, à l'image du dirigeable rigide LCA60T, capable de transporter jusqu'à 60 tonnes de fret dans des endroits reculés sans avoir besoin d'infrastructures au sol.

D'après le MTM, ce protocole s'inscrit dans la vision de bâtir un système logistique résilient, d'améliorer l'accessibilité territoriale et de miser sur l'innovation pour répondre aux enjeux du développement.

« Ce partenariat a pour objectif d'étudier la faisabilité du déploiement d'un réseau logistique par dirigeables dans le but de connecter efficacement les régions, y compris les plus enclavées et à poser les bases d'un hub logistique régional dans l'océan Indien », annonce le MTM.

## Transformation agricole et souveraineté alimentaire : le secteur privé au cœur de la dynamique régionale

ARH. | 26 AVRIL | LES NOUVELLES

**A** l'occasion du Sommet des chefs d'État et de gouvernements de la Commission de l'océan Indien (COI), Madagascar a confirmé son ambition de devenir un leader de la transformation agricole, pour atteindre une souveraineté alimentaire. La secrétaire d'État auprès de la Présidence en charge de la Souveraineté alimentaire, Tahian'Ny Avo Razanamahefa, a porté la voix du gouvernement lors d'une table ronde du Business forum économique à Ivato.

L'événement a réuni investisseurs, entreprises agroalimentaires et partenaires régionaux autour d'un objectif commun : faire de la souveraineté alimentaire une réalité dans les pays de la COI. Et tous s'accordent sur l'urgence de moderniser l'agriculture, valoriser les produits locaux et renforcer les échanges entre les économies insulaires. Le constat est unanime : la souveraineté alimentaire dans la zone COI passe par une transformation agricole nationale et une meilleure coordination entre les pays membres.

D'après le président du Groupement du patronat malgache (FIVMPAMA), Rivo Rakotondrasanjy, « Pour y parvenir, Madagascar doit dépasser l'agriculture de subsistance et entrer pleinement dans une phase de production industrielle ». Il prône la production industrielle capable de répondre aux besoins régionaux et d'exploiter les opportunités économiques du marché de la COI.

Même avis du côté du Syndicat malgache de l'agriculture biologique (SYMABIO). Son président, Heriniaina Ramboatiana, propose « la création d'un label régional, pour garantir la qualité et la traçabilité des produits agricoles ».

### Transformation structurelle

De son côté, Tahian'Ny Avo Razanamahefa a présenté la stratégie malgache qui repose sur « la transformation structurelle du système alimentaire, en misant sur les petits producteurs, les infrastructures de transformation, et un cadre fiscal et juridique favorable à l'investissement », selon ses explications. Des réformes de la loi sur

les coopératives ou l'agrégation agricole, sont en cours pour faciliter les partenariats public-privé.



Madagascar veut devenir un hub agroéconomique. Le gouvernement crée un environnement propice pour les investisseurs et appelle à l'action collective. « Nous ne bâtissons pas notre souveraineté alimentaire seuls, ni demain, mais ensemble, dès aujourd'hui », a-t-elle lancé. Dans cette optique, le secteur privé malgache affiche sa détermination. Entreprises, jeunes entrepreneurs et institutions d'appui comme l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), manifestent leur fort engagement. Cette mobilisation amorce une nouvelle dynamique pour l'agriculture dans la région indianocéanique.



# Exportation – Environ 180 000 emplois dans le textile et la vanille menacés avec le nouveau régime douanier américain

26 AVRIL | 2424.MG

180 000 emplois se trouvent actuellement menacés avec le nouveau régime douanier américain imposé aux exportations malgaches vers les États-Unis. Cette situation touche environ 60 000 emplois dans le secteur textile et environ 120 000 emplois dans la filière vanille, indique le gouverneur de la Banky foiben'i Madagasikara (BFM), Aivo Andrianarivelo, dans une émission spéciale diffusée par TV Plus Madagascar en marge de la réunion de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI).



Il s'agit de prévisions que les membres du Groupement des entreprises de Madagascar (GEM) lui auraient rapportées, précise le gouverneur de la Banque centrale. Et elles auraient été avancées en supposant qu'il n'y ait aucune solution à la situation actuelle, a-t-il exposé. Le textile, la vanille et les produits miniers sont les trois produits qui dominent les exportations malgaches vers les États-Unis, rappelle la ministre de l'Économie et des finances, Rindra Rabarininarison. En termes de volume,

leur part sur les exportations totales de la Grande île vers cette destination est de 54,8% pour le secteur textile, 23,07% pour les produits miniers et 16,9% pour la vanille, a-t-elle détaillé.

Les impacts du nouveau régime douanier américain sur les activités des entreprises qui exportent ces produits vers les États-Unis ne sont pas négligeables. Il y a les emplois qui en sont concernés au niveau des entreprises franches mais aussi donc les emplois liés à l'exportation de la vanille. Mais la ministre Rindra Rabarininarison y ajoute encore l'impact de cette mesure sur les sociétés dans le transport de marchandises qui assurent habituellement l'acheminement de ces produits en partance des usines vers les ports.

L'État se mobilise face à cette situation et le ministère du Travail, de l'emploi et de la fonction publique est fortement impliqué pour y trouver des solutions. La ministre Hanitra Razakaboana avait déjà insisté, à l'issue d'une rencontre avec des représentants du groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP) que « le maintien des emplois reste la priorité de l'État ». Elle avait avancé des soutiens aux entreprises qui se trouvent dans une situation délicate, mais n'y a cependant pas révélé des détails. Récemment le GEFP avait indiqué que les mesures américaines pousseront à la fois les investisseurs et les donneurs d'ordre à réévaluer et ajuster leurs commandes produites à Madagascar à destination des États-Unis. Ce groupement indique par ailleurs que « conséquences de ces décisions varieront selon le contexte propre à chaque entreprise et s'étendront sur le court, moyen et long terme ».

## Cours mondiaux - Le prix de l'or enregistre une hausse constante

IRINA TSIMIJALY | 28 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**e prix de l'or flambe sur les marchés mondiaux, porté par l'incertitude économique et les tensions géopolitiques. À Madagascar, cette opportunité reste encore peu exploitée.

Course à l'or. En 2025, le métal jaune a franchi la barre des 3 300 dollars l'once, et les grandes banques comme JP-Morgan ou Goldman Sachs anticipent un envol jusqu'à 4 000 dollars d'ici 2026.

Dans un climat d'incertitude économique, de tensions géopolitiques et de craintes de récession, l'or redevient l'actif refuge par excellence. Investisseurs, banques centrales, gestionnaires de fonds : tous renforcent leurs positions. La demande explose, atteignant en moyenne 710 tonnes d'or achetées chaque trimestre, selon les prévisions des experts.

Cette ruée vers l'or s'explique par la peur d'une instabilité prolongée. Les devises s'affaiblissent, les taux d'intérêt réels restent bas : l'or apparaît comme la valeur la plus sûre.

« Quand l'avenir est flou, l'or redevient le meilleur allié », soulignent les économistes de Goldman Sachs.

La Chine, la Russie et d'autres puissances multiplient également leurs achats afin de réduire leur dépendance au dollar.

Pour Madagascar, cette flambée mondiale pourrait représenter une opportunité précieuse. Mais sur le terrain, la réalité est plus nuancée.

« Chez nous aussi, l'or est perçu comme un abri en temps de crise. Quand les perspectives économiques s'assombrissent, beaucoup préfèrent se tourner vers l'or », explique un économiste.

Dans un contexte d'instabilité économique, l'or est vu comme un moyen de préserver son épargne face à l'inflation et à la dévaluation de l'ariary.

Cependant, Madagascar ne profite pas pleinement de cette hausse.

« La transparence manque, les ventes officielles sont limitées, et l'État contrôle fortement l'exportation », regrette l'expert.

### Alternative précieuse

En théorie, la montée des prix devrait bénéficier à l'économie locale. En pratique, seule une petite partie du potentiel aurifère est exploitée. « Si l'exportation était plus

ouverte, ce serait tout le pays qui pourrait en bénéficier », estime-t-il.

Alors que les recettes d'exportation de produits traditionnels reculent, l'or pourrait devenir une alternative précieuse.

« Nous avons deux choix : vendre l'or pour générer des devises, ou le conserver comme une réserve de valeur solide », affirme-t-il.

Mais pour cela, Madagascar devra d'abord encourager une gestion plus ouverte du secteur aurifère.

## Électrification rurale : Développement des mini-réseaux par la JIRAMA et WeLight

ANTSA R. | 28 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

La JIRAMA et WeLight Madagascar ont franchi une nouvelle étape vers l'amélioration de l'accès à l'électricité à Madagascar. Les deux parties ont signé un protocole d'accord stratégique, le 25 avril dernier. Dans cet accord, WeLight, opérateur reconnu pour le développement et la gestion de mini-réseaux électriques ruraux, met son expertise au service des zones reculées à travers des infrastructures modernes et durables. De son côté, la JIRAMA, en charge du service public de l'électricité sur l'ensemble du territoire, cherche à innover pour mieux répondre aux besoins de la population. Dans cette dynamique, les deux parties s'engagent à étudier ensemble le concept de « Métrogrid ». Ce modèle novateur envisage un transfert de gestion des infrastructures existantes de la JIRAMA vers WeLight dans certaines zones critiques. L'objectif est clair : améliorer la qualité de l'approvisionnement électrique, optimiser les performances des réseaux

et offrir une solution pérenne aux populations jusqu'ici mal desservies.



À travers ce partenariat, la JIRAMA et WeLight affirment leur volonté commune d'accélérer l'électrification de Madagascar, en plaçant l'innovation, la collaboration et l'efficacité au cœur de leur démarche.

## Taxation américaine : Vers une révision à la baisse du taux de croissance économique 2025

R. EDMOND. | 28 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

**C'est un fait plus que connu. Les nouveaux droits de douanes imposés par l'administration américaine affecteront inévitablement les économies qui ont des relations avec les États-Unis.**

Figurant parmi les partenaires commerciaux du pays de l'Oncle Sam, la Grande Île est aussi touchée.

### Détails

Durant son intervention dans l'émission Zakay AryK'Aro de TV Plus Madagascar le week-end dernier, la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarininarison, a donné des détails sur les effets dommageables que provoqueraient les dispositifs douaniers américains. Selon la ministre, l'application des droits de douanes supplémentaires de 10% jusqu'au 8 juillet et de 47% à partir du 9 juillet, entraînera une baisse de 42% des exportations textiles et une baisse de 12,10% des exportations de vanille. La mauvaise performance attendue de

ces filières vitales pour l'économie influera sur d'autres secteurs. Notamment les centaines de milliers d'emplois qui seraient perdus en cas de fermeture de nombreuses entreprises franches textiles. Le secteur tertiaire, notamment la branche transport sera également impactée, dans la mesure où le volume des marchandises à transporter notamment par voie maritime baissera en raison de la fermeture attendue d'entreprises exportatrices concernées par les nouveaux droits de douanes américains.

**4,5%**

Ces perspectives, loin d'être reluisantes, obligent le gouvernement à revoir sa copie en termes de croissance.

En effet, d'après un calcul réalisé par le ministère de l'Économie et des Finances, et confirmé par les projections des techniciens du FMI qui étaient sur place, durant les travaux de la deuxième revue de la FEC, la prévision de croissance sera révisée à la baisse cette année. La ministre de l'Économie et des Finances a fait état d'un taux de croissance économique de 4,5% cette année. Une croissance à la baisse par rapport à la prévision de la loi de finances initiale 2025 qui a tablé sur un taux de croissance de 5%. La LFI a même misé sur une trajectoire ascendante consécutive à une amélioration continue de l'environnement économique et une augmentation de la productivité dans divers secteurs. Malheureusement, la tendance risque de mener la croissance vers une trajectoire descendante en raison de la taxation américaine.

### En bonne position

Heureusement que les autorités n'entendent pas baisser les bras et multiplient les initiatives pour sauver ce qui peut encore l'être dans cette situation à laquelle personne ne s'est attendue. Et avec des résultats plutôt encourageants puisque Madagascar figure parmi les pays qui sont en bonne position pour les négociations avec l'administration américaine. L'Ambassade de Madagascar aux États-Unis et les autorités locales, en collaboration avec le secteur privé, ont déjà tenu des séances de travail dans l'objectif de présenter des dossiers convaincants et d'obtenir la meilleure option possible, dans l'intérêt mutuel des deux parties. Et ce ne sont pas les arguments qui manquent, puisque Madagascar dispose d'atouts majeurs pour les négociations, notamment les minerais critiques.

## Industries : Tiana Rasamimanana reconduit à la tête du SIM

ARH. | 28 AVRIL | LES NOUVELLES

Tiana Rasamimanana a été réélu président du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM), pour un second mandat de deux ans, lors de l'Assemblée générale ordinaire dudit syndicat, tenue le 25 avril dernier à Antananarivo.



À l'aube de ce nouveau mandat, le SIM affiche des ambitions claires : défendre l'industrie locale, intensifier ses actions de plaidoyer, promouvoir les produits « Vita Malagasy » et accompagner les jeunes talents industriels. « Malagasy Ny Antsika », le label du syndicat, a connu un essor notable en 2024, avec la labellisation de 345 nouveaux produits.

Le bilan 2024 du syndicat s'avère positif. Le SIM a renforcé sa présence institutionnelle. Il a multiplié les interventions

auprès des autorités, pour défendre les intérêts des industriels. Fiscalité, douanes, énergie, réglementations et taxes municipales imposées par la Commune urbaine d'Antananarivo, figurent parmi les principales thématiques abordées.

En interne, l'organisation a investi dans le renforcement des compétences. Plusieurs formations en excellence opérationnelle et en développement personnel ont été dispensées aux membres. Pour gagner en visibilité, le SIM a entièrement refondu son site internet et consolidé sa présence sur les réseaux sociaux. Il a aussi noué des partenariats solides avec les médias.

Parmi les grandes réalisations également, l'organisation du CEO Summit, dont les résolutions ont été restituées au Business Forum du Sommet de la Commission de l'océan Indien et la création de la plateforme numérique « Pôle Stages », destinée à favoriser l'insertion professionnelle. La dynamique d'adhésion est également en hausse, portant à 167 le nombre d'entreprises membres. Avec cette mobilisation croissante, le SIM entend asseoir davantage son rôle moteur dans la valorisation et la défense de l'industrie malgache.

À cette occasion, le Conseil d'administration a été renouvelé. Vingt-cinq entreprises représentatives du tissu industriel malgache y siègent désormais pour accompagner la nouvelle dynamique.

## Tourisme – Compétences renforcées en formation pour 63 formateurs de Diana, Menabe et Boeny en trois mois

28 AVRIL | 2424.MG

La formation et la professionnalisation des acteurs du secteur du tourisme initiées par le ministère de tutelle se poursuivent. Après la région de Boeny en février et celle de Menabe en mars, c'est la région Diana qui a accueilli, du 14 au 26 avril 2025, une nouvelle session de formation de formateurs, avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Au total, 63 formateurs issus de ces trois régions, 20 à Boeny, 23 à Menabe et 20 à Diana, ont bénéficié de ce programme. Leur montée en compétences porte sur cinq métiers essentiels du tourisme : femme de chambre, serveur-barman, cuisine locale, guide touristique et réceptionniste.



Cette démarche vise à créer un réseau régional de formateurs capables de diffuser les bonnes pratiques professionnelles au sein des établissements touristiques et des centres de formation. Elle s'inscrit dans une volonté de structurer durablement l'offre touristique de Madagascar, en misant sur la qualité de l'accueil, la valorisation du patrimoine local et l'adoption de pratiques écoresponsables. Au-delà du renforcement des compétences techniques, la formation intègre également des modules sur le marketing

digital, la sécurité alimentaire, l'hygiène et la gestion financière, essentiels pour accompagner la montée en gamme du tourisme malgache.

La formation est un axe essentiel des actions du ministère du Tourisme et de l'artisanat qui vise à étendre l'offre d'hébergement à plus de 11 500 chambres dans les prochaines années, et atteindre le million de touristes d'ici à 2028.

## Administration - Le FMI aide la Douane à intégrer l'intelligence artificielle

IRINA TSIMIYALY | 29 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Douane malgache franchit une nouvelle étape dans l'optimisation de ses services grâce à l'assistance du Fonds monétaire international (FMI), qui dépêche deux experts pour accompagner l'intégration de l'intelligence artificielle (IA). Déjà en pointe sur le continent africain, avec des outils tels que l'analyse d'images automatisée (RESNET), le Smart Scanning ou encore l'Enhanced Risk Assessment (ERA), l'administration douanière malgache entend désormais généraliser l'usage de l'IA à l'ensemble de ses processus.

Les experts du FMI, Victor Budau et François Chastel, sont en mission à Madagascar du 24 avril au 7 mai 2025. Leur objectif : fournir une assistance technique et guider la

Douane dans cette transformation, afin d'améliorer l'efficacité des opérations et d'accroître les performances des services.

Lors d'une rencontre avec le directeur général des Douanes, Zafivanona Ernest Lainkana, et son équipe, plusieurs priorités ont été mises en avant. Le directeur général a insisté sur « la nécessité de centraliser toutes les données dans une base unique pour garantir une gestion cohérente et fluide entre les services ». Il a également souligné que « l'IA doit être pleinement intégrée dans les outils de travail de la Douane pour accroître l'efficacité et la performance des activités ».

## Antsiranana II - Les marchés ruraux, moteurs silencieux du développement

RAHERINIAINA | 29 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**es marchés ruraux hebdomadaires, véritables piliers économiques et sociaux des campagnes, ont considérablement évolué ces dernières décennies.

À chaque étal dressé, à chaque panier rempli, c'est toute une vie rurale qui se construit, semaine après semaine, au rythme discret mais déterminé des marchés. Cette évolution s'explique par l'amélioration des infrastructures, l'essor des moyens de transport, ainsi que par l'arrivée de nouveaux commerçants. Les marchés ruraux sont devenus des espaces dynamiques où femmes et jeunes occupent une place croissante, développant des activités innovantes et insufflant un nouveau souffle à l'économie locale.

Chaque semaine, dans de nombreux villages reculés, ces marchés s'animent, bien au-delà d'un simple échange de marchandises. Ils constituent un moteur économique essentiel qui permet aux agriculteurs, éleveurs et artisans de vendre directement leurs produits et de générer des revenus indispensables.

En stimulant la production locale, en favorisant la circulation de l'argent au sein des villages et en améliorant l'accès à une variété de produits alimentaires, ces marchés réduisent la dépendance aux centres urbains, souvent éloignés.

À Antanamitarana, Sahasifotra, Mahavanona, Antanandrinitelo, Anivorano et dans d'autres localités, producteurs, commerçants et consommateurs se retrouvent pour dynamiser une économie locale souvent fragile.



Pour de nombreux agriculteurs, ces rendez-vous représentent l'unique opportunité de vendre leurs produits frais directement aux consommateurs. La diversité offerte reflète la richesse des terroirs et encourage la

diversification des cultures, en réponse aux nouvelles demandes du marché.

### Entre économie et cohésion

Dans le district d'Antsiranana-II, ces rassemblements hebdomadaires jouent un rôle clé dans la vitalité économique et sociale des campagnes.

À Antanamitarana, à 12 kilomètres d'Antsiranana, au carrefour stratégique de la Route nationale 6 et de la route menant à Joffre-Ville, un marché rural se tient tous les samedis depuis 2005. Ce jour-là, les deux bords de la route vers Joffre-Ville se couvrent d'étals tenus par des commerçants locaux et ceux venus des communes voisines, créant parfois des embouteillages qui gênent la circulation.

Autrefois dédié principalement aux produits agricoles- riz, légumes, fruits tropicaux, produits d'élevage-, ce marché a su évoluer avec l'amélioration des infrastructures et l'urbanisation croissante. Il s'est transformé en un lieu d'échanges beaucoup plus diversifié.

Au-delà de leur impact économique, ces marchés sont devenus de véritables espaces de cohésion sociale. Ils favorisent les échanges intercommunautaires, renforcent

les liens sociaux et permettent le partage du savoir-faire et des traditions. Symboles d'une ruralité en mouvement, ils jouent aussi un rôle important dans la transmission culturelle et le renforcement d'une identité locale forte.

En créant des opportunités économiques dans les villages, les marchés ruraux participent à ralentir l'exode rural. Les jeunes, en voyant des perspectives dans leurs villages d'origine, sont parfois moins tentés par une migration vers les grandes villes, où les emplois restent rares et précaires.

Actuellement, les commerçants d'Antanamitarana sont confrontés à de nouvelles difficultés. En raison des travaux de réhabilitation de la route vers Joffre-Ville, leurs étals doivent être déplacés. « Il est certain que les recettes de la commune vont diminuer, car l'espace disponible pour relocaliser les marchands est très limité. La réhabilitation de la route prime », note Aly Mohamed, alias Congo, maire de la commune d'Antanamitarana.

Malgré leur dynamisme, les marchés ruraux ne sont pas exempts de défis : problèmes d'insalubrité, non-respect des normes d'hygiène, gestion informelle, absence d'infrastructures adaptées...

## MID : L'euro à 5 040 ariary

R.EDMOND. | 29 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

La guerre commerciale et économique provoquée par les droits de douane imposés par Donald Trump perturbe également le marché interbancaire des devises à Madagascar.



A la clôture du marché hier, l'euro était à 5 040 ariary alors qu'au début du mois la monnaie européenne était

encore à 4 980 ariary. En somme, la monnaie nationale s'est dépréciée de 60 points par rapport à l'euro. C'est l'inverse pour le dollar, qui était à 4 637 ariary en début du mois, contre 4 482 ariary hier à la clôture du MID. Soit un gain de 155 points pour la monnaie nationale face à la monnaie américaine. Selon les cambistes, cette situation s'explique principalement par le fait que l'euro s'est fortement apprécié par rapport au dollar. En effet, l'euro était à 1,14 dollar hier contre 1,1 dollar en début de mois.

Cette évolution des cours de change incite les autorités monétaires du pays à adopter une stratégie plus efficace dans la gestion des devises. Sur ce point, d'ailleurs, lors d'une intervention sur la chaîne TV Plus, le gouverneur de la Banque Centrale de Madagascar a annoncé que le pays dispose actuellement de 1,8 milliard de dollars de réserves en devises, soit l'équivalent de 6,3 mois d'importation.

## Toliara : La plage de la Batterie restera un lieu touristique

R.EDMOND. | 29 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

**U**n lundi de Pâques comme les autres pour les Tuléarois. Ils étaient nombreux à rejoindre la plage de la Batterie, le lieu de détente le plus proche de la ville.

C'était aussi l'occasion pour les promeneurs de découvrir que, contrairement aux allégations de certains politiciens, cet endroit ne sera pas accaparé par le projet Base Toliara et restera accessible au public.

### 2 Ha sur 2 000

On rappelle, en effet, que les responsables de la compagnie minière avaient annoncé à plusieurs reprises que le projet ne sera pas un facteur de blocage pour les touristes.

et les promeneurs, et encore moins pour les pêcheurs. « Sur les 2 000 Ha de superficie que compte la plage de la Batterie, seulement 2 Ha seront occupés par Base Toliara pour implanter un hangar de stockage des minerais » a notamment expliqué Jean Bruno Ramahefario, le Directeur général de Base Toliara. Les pêcheurs ne seront pas perturbés dans leurs activités, car la jetée d'acheminement des produits sera située à 500 mètres vers la mer, sans quai, contrairement aux autres ports. Bref, la vie continuera normalement pour les pêcheurs et les touristes. En somme, le futur port de Base Toliara ne sera pas un élément perturbateur.

### Belles perspectives

Les habitants de Toliara, rassurés par ces explications, ont profité du beau temps à la plage d'Andaboy pour ce lundi de Pâques. A l'instar d'Anitha, une promeneuse parmi tant d'autres, qui a déclaré : « Tout est calme. Tout le monde peut profiter de cette belle journée ponctuée de

plusieurs animations » Pour Haraneny Gaëlle, le calme qui régnait durant le lundi de Pâques laisse augurer de belles perspectives d'avenir, malgré les dénigrement des anti-Base : « Tout se passe très bien. Certains avaient affirmé que Base Toliara allait occuper toute la plage et que l'accès nous serait interdit, mais ce n'est pas vrai. Nous sommes là, et sommes rassurés du fait que Base Toliara n'occupe qu'une infime partie lorsque le projet opérationnel », a-t-elle précisé, rassurée du fait que l'on n'assistera pas à une dégradation majeure de l'environnement naturel. Sur ce point d'ailleurs, le projet fera encore l'objet d'une nouvelle étude d'impact environnemental. En effet, le ministre de l'Environnement et du Développement Durable, Max Andonirina Fontaine, que la donne ayant changé depuis la suspension du projet, l'étude d'impact environnemental du projet fera l'objet d'une mise à jour. De plus, cette nouvelle étude d'impact environnemental sera améliorée, puisqu'elle se basera sur le nouveau décret MECIE.

## Consommation : la baisse des prix du riz local continue

JEAN RIANA | 29 AVRIL | LES NOUVELLES

La récolte du riz local (Manalalondo, Zanatany, Diste, Makalioka...), provoque une baisse significative des prix sur le marché, variant entre 2 800 ariary et 4 000 ariary le kilo contre 3 700 ariary et 4 200 ariary, il y a un mois, soit une baisse comprise entre 4,76% à 24,32%.

« A mesure que le riz local débarque sur le match, offrant un large choix aux consommateurs, cela aura un impact significatif sur les prix », a indiqué Naivo, un épiciers dans le quartier d'Andravoahangy Ambony.

« Auparavant, je ne commercialisais que des riz importés, à cause du prix élevé des riz locaux, actuellement, c'est plutôt le contraire d'autant que les consommateurs préfèrent les produits locaux de plus en plus abordables », a affirmé Voahangy, une ménagère.

En effet, les prix élevés du riz importés, malgré aussi une légère baisse, poussent les consommateurs à changer d'habitudes.

« Le prix du riz Madrigal s'achète à 3 300 ariary le kilo contre 3 500 auparavant, affichant une baisse de 5,71% et le prix du riz de luxe à 4 000 ariary le kilo contre 4 200 ariary auparavant, soit une baisse de 4,76% », a souligné Naivo. A noter que le riz importé à 750 ariary et 800 ariary le kapoaka, inonde également le marché.

### Attention aux sacs de riz sondés

Le ministère de l'Industrialisation et du commerce (MIC) alerte que des sacs de riz sont sondés dans la localité de

Manakara. « Normalement, un sac de 50 kg doit contenir 174 kapoaka de riz, or c'est à peine s'il contient 164 ou 165 kapoaka », a-t-on rapporté dans une plainte. Du coup, la Direction régionale de l'industrialisation et du commerce (DRIC) Fitovinany a ouvert une enquête.



« Suite à des inspections menées auprès de 2 grossistes et 6 distributeurs à Manakara, le poids affiché sur la balance est de 47,6 kg à 50,2 kg pour un sac de riz, partant des régions du Sud-Est et du Sud-Ouest alors qu'il doit peser 50 kg », a spécifié le MIC.

Quant aux riz locaux en provenance de Matsiatra Ambony et Vakinankaratra, le poids d'un sac varie entre 47,6 kg et 49,8 kg, après contrôle. A cet effet, le ministère de tutelle a mis en place un numéro vert (261), pour signaler des pratiques commerciales illicites.

## Pôle de l'entrepreneuriat : Tantsoroka ho an'ny mpandraharaha

HENINTSOA | 29 AVRIL | LES NOUVELLES

Fotoana iray nampivondrona ireo mpanome tantsoroka, mpanohana sy mpamatsy volan'ny mpandraharaha ary ireo sehatra samihafa ny hetsika « pôle de l'entrepreneuriat », andiany fahefatra, no karakarain'ny maison

de l'entrepreneuriat, ny sabotsy teo, tetsy Antaninarenina. « Tanjona ny hanampiana ireo mpandraharaha ao anatin'ny lalam-pihariana ataony sy hanomezana torohevitra azy ireo ao anatin'ny sehatra iasany », hoy



ny filohan'ny filankevi-pitantanan'ny maison de l'entrepreneuriat (PCA), Ranoharivony Seheny. Araka izany, manan-tsafidy ireo mpandraharaha hanatona ireo mpanome tantsoroka mifanaraka amin'ny filany. Harahimaso manokana ihany koa ireo mpandraharaha ireo aorian'ny hetsika mba hampahomby azy, hoy hatrany ny fanazavana voaray. Ankoatra izay, niakatra 30% ny taham-pahombiazan'ireo mpandraharaha taorian'ireo hetsika telo voalohany,

antony nanohizana izany. Manampy azy ireo ao anatin' ny seha-pihariana ataony ireo mpanome tantsoroka toy ny ONUDI sy ny kaominina Antananarivo Renivohitra (CUA) sns. Nifanakalo hevitra tamin' ireo tompona orinasa ireo mpamatsy vola sy manan-traikefa samihafa hanohana sy hampiroborobo azy ary hanantanteraka ireo hevitr'ireo tanora namana, hoy kosa ny tomponandraikitra ny CUA, Razafindrakoto Mahavita Rudi.

## Opportunités - Huit cents emplois à pourvoir à l'île Maurice

ITAMARA OTTON | 30 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**C'est une opportunité en or pour les Malgaches. Plusieurs chefs d'entreprise et grandes firmes mauriciennes seront présents à Antananarivo, les 23 et 24 mai prochains pour recruter.**

Plus de huit cents postes sont à pourvoir dans des secteurs clés : tourisme, hôtellerie, bâtiment, logistique, transport touristique, rail, santé. Parmi les employeurs figurent plusieurs établissements hôteliers de prestige, dont des groupes internationaux dont le Hilton Mauritius Resort & Spa, renforçant l'attractivité de cette campagne de recrutement.



Ces sessions s'inscrivent dans le cadre de l'IO Link Job Fair 2025, placée sous le thème de la mobilité professionnelle inter-îles. Si la libre circulation des personnes n'est pas encore formalisée dans l'espace COI, cette initiative témoigne d'un rapprochement concret entre les économies insulaires de la région.

L'événement est organisé par EBS Consulting Afrique – Île Maurice, en partenariat avec l'ambassade de Madagascar à Maurice et le ministère malgache du Travail. L'objectif

est de répondre à la pénurie de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs clés de l'économie mauricienne.

« Nous sommes constamment à la recherche de solutions innovantes pour faire face à cette demande. Madagascar, avec son vivier de talents et ses formations spécialisées, représente une opportunité stratégique pour le recrutement de compétences adaptées à nos entreprises mauriciennes », indique l'agence dans une publication sur LinkedIn.

### Un encadrement renforcé

Conscientes des dérives récemment constatées, les autorités malgaches ont renforcé les mesures d'encadrement. L'ambassade de Madagascar à Maurice a mis en place des mécanismes de contrôle plus stricts, notamment pour les dossiers concernant des offres avec un salaire inférieur à 30 000 roupies. L'objectif est de mieux protéger les travailleurs migrants et de prévenir toute forme d'abus. Cette vigilance accrue vise à garantir que les Malgaches envoyés à l'étranger puissent bénéficier de conditions de travail dignes et conformes aux engagements des employeurs.

Dans un contexte de reprise économique, l'île Maurice connaît une forte demande dans les services, notamment dans le tourisme et l'hôtellerie secteurs qui représentent un pilier de son économie. Plus d'un million de visiteurs ont été enregistrés depuis la levée des restrictions post-Covid, générant des milliers d'emplois, mais aussi des besoins accrus en main-d'œuvre.

## Marché touristique - Dubaï en ligne de mire

IRINA TSIMIJALY | 30 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar se tourne vers le Moyen-Orient pour stimuler le développement de son secteur touristique. Dubaï, considérée comme un carrefour mondial du tourisme par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, a accueilli le 28 avril dernier un side event organisé par l'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM), en collaboration avec plusieurs partenaires stratégiques. Cette rencontre

visait à promouvoir la destination malgache auprès des professionnels du tourisme du Golfe, une région encore peu exploitée par l'offre touristique du pays.

L'événement a rassemblé une quarantaine de tours opérateurs venus de différents pays du Golfe. Leur intérêt pour Madagascar a été immédiat. Comme l'a souligné un responsable de l'ONTM, malgré ses paysages

spectaculaires, sa biodiversité unique et sa culture riche, Madagascar reste encore discret sur ce marché. Pourtant, les voyageurs du Golfe recherchent de plus en plus de destinations authentiques, loin du tourisme de masse. La Grande Île, avec son offre naturelle et humaine exceptionnelle, a donc des arguments solides pour séduire ce public.

L'un des leviers majeurs pour réussir ce positionnement est l'accessibilité. Depuis septembre 2024, Emirates propose des vols directs entre Dubaï et Antananarivo, et la fréquence de ces vols a été portée à six vols par semaine

en avril 2025, facilitant ainsi les déplacements entre les deux régions et renforçant l'attractivité de la destination. Cette initiative à Dubaï s'inscrit dans une stratégie plus large du gouvernement malgache visant à dynamiser le tourisme. Présente lors de l'événement, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Viviane Dewa, a réaffirmé l'engagement de l'État à diversifier ses marchés émetteurs. L'objectif est ambitieux : atteindre un million de visiteurs d'ici 2028. Pour cela, Madagascar mise sur la modernisation de ses infrastructures et la valorisation de son patrimoine naturel et culturel.

## Arabian Travel Market : Madagascar en pleine opération de séduction

JEAN RIANA | 30 AVRIL | LES NOUVELLES

Dans le cadre de la promotion de la destination Madagascar à l'international, une délégation malgache se trouve à Dubaï, depuis le 28 avril jusqu'au 1<sup>er</sup> mai, pour participer à l'Arabian Travel Market (ATM), un rendez-vous annuel de l'industrie mondiale du tourisme.

Récemment, l'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM), Ravalalana Airports, Radisson Blu Hotel, Tana Water Front et Emirates ont tenu à marquer le coup en prenant l'initiative d'organiser un side event visant à promouvoir la destination Madagascar auprès des marchés du Moyen-Orient et de l'Afrique du l'Est. Selon le ministère du Tourisme et de l'artisanat, l'événement a

réuni une quarantaine de tours opérateurs, lesquels ont manifesté un vif intérêt par rapport aux atouts touristiques dont dispose le pays.

En tout cas, la réunion a permis de mettre en avant la biodiversité exceptionnelle de Madagascar, ses richesses culturelles ainsi que les multiples possibilités d'activités que le pays a à offrir. L'existence des vols directs opérés par la compagnie aérienne Emirates appuie fortement l'opération de séduction menée par la délégation malgache, surtout que Madagascar entend devenir une nouvelle destination de choix pour les voyageurs du Moyen-Orient.

## Comité mondial des FCEM : Madagascar au cœur du leadership féminin mondial

ARH. | 30 AVRIL | LES NOUVELLES

**L**e Comité mondial des Femmes chefs d'entreprises (FCEM) se tient à Antananarivo, depuis lundi jusqu'à ce jour. Porté par le Groupement des femmes entrepreneurs de Madagascar (GFEM), cet événement historique d'envergure internationale pour l'entrepreneuriat féminin malgache, rassemble plus de vingt pays pour faire valoir la dynamique remarquable des femmes dans l'économie.

Dans son discours d'ouverture, hier au Novotel Antananarivo, la présidente mondiale du FCEM, Marie-Christine Oghly, a félicité l'essor du GFEM, passé de 250 à plus de 400 entreprises en quelques années. Elle a surtout loué la détermination des femmes malgaches à prendre pleinement part au développement du pays, dans des secteurs variés comme l'agro-business, les mines, le numérique ou la communication. « Votre ambition de fédérer 1 000 entreprises est atteignable », a-t-elle affirmé. Pour cette leader mondiale, les entrepreneures malgaches font preuve d'énergie et de capacité à tisser des partenariats internationaux.

Pour Marie-Christine Oghly, la croissance économique malgache, stabilisée à 4,2% en 2024 grâce à l'investissement privé, doit s'appuyer sur des réformes structurelles. L'adoption du nouveau code minier et les efforts dans la digitalisation ouvrent la voie à de nouveaux investisseurs.

Mais les entreprises ont besoin de stabilité et de confiance, notamment dans un contexte international incertain.



Le leadership féminin, selon elle, peut « influencer grandement la transformation de l'économie, en favorisant l'innovation, l'inclusivité et l'équité ».

## Des femmes bâtisseuses

La présidente nationale du GFEM, Fanja Razakaboana, a exprimé sa fierté de voir Madagascar accueillir ce comité mondial. « Le leadership féminin change les règles du jeu », a-t-elle déclaré. Malgré les défis locaux – instabilité économique, précarité entrepreneuriale, accès limité aux financements –, les femmes entrepreneurs bâtissent, innovent et résistent.

Fanja Razakaboana n'a pas manqué de saluer le soutien des autorités malgaches, notamment de la Première Dame, marraine de l'événement, ainsi que des ministères impliqués. Cette mobilisation est rendue possible grâce à l'appui de nombreux sponsors : AFG Bank Madagascar, Ravinala Airports, Teknet Group ou encore la BOA. L'Union européenne, l'EDBM et l'UNFPA comptent parmi

les partenaires institutionnels. Le groupe Axian, à travers Yas Madagascar, s'engage aussi pleinement. « Yas Business », une plateforme de soutien aux entreprises, y sera promue.

Fanja Razakaboana a rappelé que ce comité mondial, structuré autour de cinq panels stratégiques, devrait effectivement renforcer les synergies Nord-Sud, valoriser les chaînes de valeur durables et promouvoir la digitalisation au service de l'entrepreneuriat féminin. Ce rassemblement n'est pas qu'un simple forum. Il est un appel à l'audace, à la réforme et à la coopération. Dans un monde en mutation, Madagascar affirme ainsi son ancrage dans le réseau africain et international des femmes leaders. Et comme l'atteste la présidente nationale du GFEM, « l'avenir ne se fera pas sans les femmes ».

## Innovation entrepreneuriale - Les dirigeants face aux défis du numérique

IRINA TSIMIJALY | 02 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

À l'ère du numérique, les dirigeants malgaches sont appelés à repenser leur leadership. La 2<sup>e</sup> Rencontre des Dirigeants propose une réflexion sur une gestion plus agile et humaine.



Aujourd'hui, un dirigeant agit à travers des écrans, des plateformes, des outils d'IA. Il ne peut plus ignorer l'impact de ces technologies sur sa manière de manager », affirme le Dr Fabrice Lollia, expert en nouvelles technologies et leadership, lors d'une conférence de presse avec ce dernier à Andraharo. À l'approche de la 2<sup>e</sup> édition de la Rencontre des Dirigeants, qui se tiendra le 10 mai à l'Hôtel 5 Étoiles d'Ivato, une certitude se dégage : les outils numériques ne sont plus accessoires, ils redéfinissent la posture même du leader.

Organisé par Peak Business Partner, l'événement réunira une trentaine de participants autour d'un thème : comment adapter son leadership dans un monde professionnel bouleversé par le numérique ? Le télétravail, les plateformes de visioconférence, l'intelligence artificielle ou encore les échanges par messagerie instantanée sont devenus la norme. Pour le Dr Lollia, il est urgent que les dirigeants interrogent leur usage : « Est-ce que ces outils viennent remplacer les compétences humaines ou les compléter ? Est-ce qu'on les subit ou les utilise comme leviers ? »

### Réflexion

Le numérique modifie en profondeur les relations professionnelles : distance physique, virtualisation des échanges, dépersonnalisation parfois, mais aussi gain de temps, réduction des déplacements, meilleure fluidité. Le défi est de préserver le lien humain et la cohésion, tout en intégrant ces outils dans une logique de performance.

À Madagascar, le contexte donne à cette réflexion une dimension singulière. En 2024, le pays comptait 6,31 millions d'internautes, soit 20,6% de la population selon les dernières données de l'Observateur du Maroc. Si certaines régions comme Analamanga ou Diana bénéficient d'un taux de couverture supérieur à 90%, d'autres zones, en particulier dans le Sud, restent largement exclues du réseau numérique.

Mais paradoxalement, le smartphone est omniprésent, y compris dans les zones à faible connectivité. Le télétravail, Zoom, WhatsApp, ChatGPT font déjà partie du quotidien de nombreux travailleurs, même dans les quartiers périphériques. « On est tous concernés. Même si l'infrastructure est inégale, les usages se démocratisent », observe le Dr Lollia.

Cette hybridité du paysage numérique malgache oblige les dirigeants à faire preuve d'innovation managériale. Comment créer du lien à distance ? Comment évaluer les performances dans un environnement digitalisé ? Comment former ses équipes à ces outils quand l'accès est encore variable ?

Autant de questions qui seront au cœur des échanges lors de la rencontre.

En somme, l'innovation entrepreneuriale ne passe plus uniquement par la technologie elle-même, mais par la capacité des dirigeants à l'intégrer intelligemment.



# Opportunité - Google relance son soutien aux start-ups africaines

IRINA TSIMIHALY | 02 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Google vient d'annoncer le retour de son programme d'accélération dédié aux start-ups africaines, Google for Startups Accelerator : Africa. Cette initiative vise à accompagner les jeunes entreprises technologiques du continent en leur offrant un appui structuré sur trois mois.

Les bénéficiaires profiteront d'un soutien financier sans prise de participation, d'un accès à 350 000 dollars en crédits Google Cloud, de conseils sur mesure ainsi que de formations spécialisées. Le programme allie sessions en ligne et ateliers en présentiel pour un accompagnement flexible et efficace.

Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 9 mai 2025. Pour être sélectionnées, les start-ups doivent être basées en Afrique, compter au moins un cofondateur d'origine africaine, disposer d'un produit déjà lancé et démontrer une réelle utilité de l'intelligence artificielle dans leurs activités. Le processus de sélection repose sur la pertinence de la solution proposée, sa viabilité commerciale et l'impact potentiel sur les communautés locales. Les équipes retenues seront accompagnées par des experts de Google et connectées à un réseau d'investisseurs et de mentors du monde entier.

Pour Madagascar, ce programme représente une occasion en or. Bien que son écosystème entrepreneurial soit

encore en développement, le pays connaît une dynamique croissante.

Selon StartupBlink, le pays se classe parmi les 10 premiers au monde dans les secteurs du marketing et des ventes,



du commerce électronique, de l'environnement et de l'énergie. En rejoignant ce programme, les start-ups malgaches pourraient bénéficier du soutien d'experts mondiaux et de ressources financières qui leur permettraient de surmonter des obstacles comme le manque d'infrastructure et de financement.

L'IA pourrait en effet contribuer jusqu'à 1,5 trillion de dollars au PIB africain d'ici 2030, et Madagascar pourrait jouer un rôle actif dans cette dynamique grâce à un soutien comme celui de Google.

## French African Foundation : Trois talents malgaches dans le cercle restreint des Young Leaders

ANTSAR | 02 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

**M**adagascar est à l'honneur dans le cadre de l'édition 2025 du Programme Young Leaders. **Nachouat Meghouar, Directrice générale de la French African Foundation, nous expose ce programme phare de sa fondation. Interview exclusive.**

### Midi Madagasikara (MM) : Que représente la French African Foundation ?

Nachouat Meghouar (FAF) : Notre mission est de promouvoir une nouvelle génération de talents africains et français, engagés positivement en Afrique. À travers notre fondation, nous voulons valoriser la réussite et l'excellence africaine, pour changer le narratif sur le continent. Il ne s'agit pas d'ignorer les défis, mais de mettre en lumière les dynamiques positives. Depuis 2019, nous avons bâti le plus grand réseau panafricain de jeunes professionnels, avec l'ambition de soutenir ceux qui créent de la valeur : entrepreneurs, porteurs de projets ou leaders dans divers secteurs.

### MM : Comment peut-on intégrer ce réseau ?

FAF : Notre programme phare s'intitule « Young Leaders ». Chaque année, nous lançons un appel à candidatures pour sélectionner des talents âgés de 28 à 40 ans, originaires d'un pays africain ou de France. Les profils peuvent venir du monde culturel, associatif, politique, sportif ou entrepreneurial. Un comité de sélection – renouvelé

chaque année et composé d'experts de très haut niveau – analyse les dossiers. Nous incitons les jeunes à participer à ce programme pour intégrer le réseau. En 2025, Madagascar est à l'honneur et cette édition placée sous le double patronage des présidents de la République française et malgache.

### MM : Nous avons des Malgaches parmi les lauréats de 2025. Combien de personnes ont candidaté ?

FAF : Cette année, nous avons reçu un nombre record de plus de 6 000 candidatures, provenant de 45 pays, y compris des membres de la diaspora vivant aux États-Unis, aux Émirats ou en Europe. Madagascar est fortement représenté avec plusieurs centaines de candidats. Au total, seuls 30 lauréats sont retenus, ce qui témoigne du caractère extrêmement compétitif du programme. Parmi ces lauréats, trois jeunes Malgaches ont été sélectionnés, notamment Max Andonirina Fontaine, ministre de l'Environnement, Eileen Akbaraly, engagée dans l'entrepreneuriat social, et Marie-Lucienne Domoinamalala,

docteure active dans le secteur WASH avec la Commune Urbaine d'Antananarivo.

### **MM : Quelle est la portée du programme Young Leaders ?**

FAF : Ce n'est pas une simple distinction honorifique. Les lauréats participent à deux semaines intensives d'échanges : une semaine en France, l'autre en Afrique — cette année, ce sera à Madagascar. Ils rencontrent des acteurs influents de divers secteurs et accèdent à une plateforme de réseautage, de visibilité et d'action. Être Young Leader, c'est aussi rejoindre un réseau à vie. Chaque cohorte travaille sur des thématiques majeures. Par exemple, la dernière a produit un manifeste avec 15 recommandations autour de l'innovation, de l'éducation

et de l'agribusiness, en partenariat avec des experts et institutions.

### **MM : À part ce programme phare, la fondation a-t-elle d'autres événements ?**

FAF : Bien évidemment. Il y a par exemple l'Africa Day, qui est le plus grand rassemblement de jeunes autour de la réussite africaine en France. Organisé au campus de Sciences Po Paris, il attire des étudiants de toutes disciplines pour leur présenter les opportunités professionnelles en Afrique, dans les secteurs de la finance, de l'innovation, de la culture, et d'autres secteurs clés. L'an dernier, plus de 1 500 jeunes ont participé à l'événement, marqué par 20 tables rondes et la présence de plusieurs chefs d'État.

## **Énergie de cuisson propre : des défis multiples freinent les opérateurs**

*TIANA RAMANOELINA | 02 Mai | LES NOUVELLES*

La filière énergie de cuisson propre dispose d'un potentiel non négligeable. Pourtant, les opérateurs font face à de nombreuses instabilités. Marie Louise Schmidt Rasoamanahirana, présidente de Madagascar Clean Cooking Initiative et gérante fondatrice de Biogasikara Energy fait le point.



### **Dans quoi Madagascar Clean Cooking Initiative (MCCI) œuvre-t-il ?**

MCCI est un groupement professionnel qui a été créé en octobre 2024. Il rassemble 52 entités repartis sur 13 régions de Madagascar. Les membres œuvrent dans la production d'énergie propre destinée à la cuisson ou à l'électricité. La plupart des adhérents sont des TPE (Très petites entreprises) et PME (Petites et moyennes entreprises). Par ailleurs, des associations et ONG qui opèrent dans la filière sont également membres du groupement. Ils nous aident à nous faire connaître et à développer la filière.

En somme, nos membres proposent des alternatives au bois de chauffe et au charbon traditionnel. Ils produisent du biogaz provenant des déchets ménagers. D'autres proposent des briquettes et du charbon écologique issus de déchets agricoles et forestiers ou du biodiesel.

### **Comment le marché se porte-t-il aujourd'hui ?**

Le marché est très vaste et dispose d'un énorme potentiel. En effet, d'après les statistiques, 95% des Malagasy utilisent le charbon traditionnel et le bois de chauffe. Cela veut dire que seuls 5% optent pour la cuisson propre comme le gaz ou les autres alternatives qui respectent l'environnement. Il y a une réelle opportunité, mais nous avons affaire à d'innombrables défis. A Madagascar, la filière est nouvelle et pas encore très connue. Son développement nécessite donc une grande sensibilisation. Faire connaître les produits au grand public est un grand défi. Il est évident que le secteur privé n'y arrivera pas seul. Dans ce sens, l'État et les partenaires techniques et financiers doivent nous prêter main forte. La rentabilité de chaque entreprise dépend surtout de la zone où elle est implantée. A Madagascar, il y a des endroits où les bois de chauffe sont disponibles et gratuits. Et dans ces zones, il est très compliqué de faire adopter la solution que nous proposons. Les coûts de production pour fabriquer du charbon traditionnel et du charbon écologique ne sont pas les mêmes. En revanche, dans les régions où le charbon et le bois de chauffe sont chers, les gens commencent à s'intéresser à l'énergie propre.

### **Les équipements nécessaires sont-ils accessibles à Madagascar ?**

Parmi nos membres, certains peuvent concevoir des équipements de production de charbon écologique. Toutefois, nous sommes obligés de recourir à l'importation de machines quand on vise une production industrielle. L'objectif est surtout de produire davantage et d'améliorer l'économie. Parallèlement, nous cherchons aussi des moyens pour permettre aux opérateurs d'améliorer la qualité de leurs produits. A ce propos, la norme pour le charbon écologique, émanant du Bureau des Normes de Madagascar, est déjà en vigueur. Chez Madagascar Clean Cooking Initiative, nous voulons que tous les

produits respectent les normes et pourquoi pas dotés un label MCCI.

**Quel a été l'issue du dernier salon des déchets auquel vous avez activement participé ? Concrètement, qu'attendez-vous de l'État pour booster la filière ?**

Ce salon nous a permis de montrer que les alternatives sont nombreuses. Mais ces solutions ont besoin d'accompagnement. Il faudrait discuter et mettre en place des dispositions telles que des incitations fiscales. On produit de l'énergie propre mais quand on importe un équipement de production, on ne bénéficie pas d'exemption fiscale. Alors que l'importation des panneaux solaires bénéficie de certains avantages fiscaux. C'est un réel blocage pour la filière.

**La production d'énergie propre est-elle facilement finançable ?**

C'est un secteur où la rentabilité est assez difficile. L'accès au financement reste un défi. Etant donné que c'est une

filière toute nouvelle, les banques considèrent que c'est un secteur à haut risque. Face à cela, nous sommes dans l'obligation de recourir à des subventions, mais pour y accéder, les critères des bailleurs sont très exigeants. Tout cela bloque les petits producteurs. Leur fournir des formations et des renforcements de capacités font partie intégrante de nos missions chez MCCI. L'idée est de faire en sorte que les opérateurs disposent des capacités requises pour bénéficier de ces subventions pour financer leur projet.

**Pour votre part, comment avez-vous contourné ce blocage au niveau du financement ?**

Je dirais que le réseautage est très important. Aujourd'hui, à part le fait d'être la présidente du MCCI, je fais également partie de plusieurs entités nationales et internationales. Je suis des programmes de mentorship au sein du Clean Cooking Alliance. C'est grâce à cela que je développe les relations nécessaires et que j'accède à des informations. J'ai déjà été lauréate de plusieurs concours pour accéder à des financements.

## Emirates – MTA : partenariat prometteur pour accentuer le tourisme local

JEAN RIANA | 02 MAI | LES NOUVELLES

La ministre du Tourisme et de l'artisanat (MTA), Viviane Dewa et le Vice-président principal des opérations commerciales d'Asie de l'Ouest et de l'océan Indien chez Emirates, Essa Sulaiman Ahmad, ont signé mercredi à Dubaï, un accord de partenariat, notamment pour renforcer le tourisme vers Madagascar.

L'accord a été signé en marge de la participation de Madagascar à l'Arabian Travel Market (ATM) à Dubaï depuis le 28 avril jusqu'à hier 1er mai. La Grande île a attiré l'attention des professionnels du voyage lors de cet événement ayant réuni plus de 2 800 exposants et plus de 55 000 professionnels du voyage issus d'une centaine de pays. La délégation malgache, composée de l'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM), Ravinala Airports Madagascar, Radisson Blu Hotel, Antananarivo Waterfront et Emirates, a su mettre en avant les atouts touristiques du pays et s'illustrer par des offres touristiques à part. « La première participation de Madagascar à l'ATM fut une réussite » rapporte le MTA.

La compagnie aérienne Emirates était présente pour soutenir les opérations de séductions entreprises. Et à travers ce protocole de partenariat signé avec le MTA, Emirates vient de témoigner son engagement à accompagner activement la stratégie touristique de la Grande île et à contribuer à l'atteinte de ses objectifs de développement. L'atteinte de la vision d'accueillir un million de touristes d'ici 2028 n'en sera que plus facile avec ce partenariat.

« D'autant plus que cette coopération prévoit la mise en œuvre de campagnes de promotion à l'international,

incluant des voyages de familiarisation pour faire découvrir Madagascar aux professionnels du tourisme », a avancé le MTA. Pour ce faire, Emirates entend mobiliser son réseau mondial d'agences de voyage et de tour-opérateurs pour stimuler la demande.



A rappeler que depuis le lancement de ses vols vers Madagascar en septembre 2024, Emirates a renforcé sa desserte à six vols par semaine afin de répondre à une demande en constante croissance. En parallèle, les services de fret d'Emirates Sky Cargo contribueront à renforcer les échanges commerciaux entre Madagascar et les marchés internationaux.





 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 [www.ccifm.mg](http://www.ccifm.mg)

 [ccifm@ccifm.mg](mailto:ccifm@ccifm.mg)     [adhesion@ccifm.mg](mailto:adhesion@ccifm.mg)

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce  
et d'industrie France Madagascar

